



SYNDICAT GENERAL DES JOURNALISTES FORCE OUVRIERE

www.journalistesFO.fr

131, rue Damrémont 75018 Paris

Tél. 01.53.01.61.53 / Fax 01.53.01.61.54 / fo.journalistes@gmail.com

CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES – FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES

Proposition de loi Sécurité globale Une seule exigence : le retrait

Le 28 novembre, nous étions des milliers dans toute la France à exiger le retrait de la proposition de loi sur la sécurité globale. Des journalistes et des professionnels de l'information, nombreux, mais aussi des jeunes, des étudiants, des salariés de tous secteurs, des citoyens unis autour de cette seule revendication.

Pour tous, la proposition de loi (PPL) sur la Sécurité globale – et le nouveau schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) qui en est le pendant – sont inacceptables car ils touchent à un des fondements même de la démocratie : le droit d'informer et le droit pour les citoyens d'être informés.

En faisant des journalistes et de tous ceux qui filment l'action des forces de l'ordre des délinquants potentiels, ils entravent le libre exercice du métier des journalistes et des professionnels de l'information, ils entravent la liberté des citoyens, ils sont un blanc-seing donné aux violences policières.

En outre, tous les articles de cette loi vont dans le sens d'un contrôle accru de la population de l'utilisation renforcée des drones de surveillance à la reconnaissance faciale via les caméras des policiers, en passant par le renforcement des pouvoirs de polices municipales voire des sociétés de sécurité privées.

Ce n'est donc pas un hasard si, sur ce mot d'ordre de retrait de la PPL Sécurité globale, se sont retrouvés unis tous ceux qui rejettent la dérive de plus en plus nette du pouvoir vers un Etat autoritaire et la multiplication des lois liberticides.

Tous ceux qui au nom des lois d'exception mises en place au nom de la crise sanitaire sont interdits de se rassembler, de revendiquer, de manifester. Tous ceux qui ont eu à subir les violences policières, mais aussi tous ceux qui sont confrontés aux attaques de ce gouvernement contre le droit à la santé, le droit à étudier, qui subissent le chômage partiel imposé, les licenciements massifs.....

Là est la force de notre revendication : retrait de la loi sécurité globale.

Parce qu'elle porte en elle à la fois le combat pour les libertés démocratiques et les revendications sociales, comme nous, au SGJ-FO, le répétons depuis le début.

Ce n'est donc pas un hasard si en quelques jours, la puissance de ce mouvement a poussé le pouvoir aux abois, accentuant tous les signes déjà visibles de sa faiblesse. Au sein du gouvernement, du Parlement, la cacophonie et les dissensions règnent en maître.

Oui. Il est possible de gagner. Oui il est possible de les faire reculer.

Le SGJ estime pour sa part que c'est aujourd'hui au Président de la République lui-même que nous devons nous adresser pour lui dire : M. le Président, retirez votre projet !

C'est la raison pour laquelle nous militons pour que les initiateurs de la mobilisation soient reçus sans délai par Emmanuel Macron afin de lui porter notre exigence de retrait.

Le 5 décembre, de nouvelles manifestations sont appelées dans de nombreuses villes, certaines sur la base du retrait de la PPL, d'autres intégrant d'autres revendications, au nom de « l'élargissement » du mouvement.

Pour sa part, le SGJ-FO, conformément au mandat qui est le sien, appelle ses adhérents et tous les journalistes à participer, s'ils le souhaitent, à ces manifestations sur le mot d'ordre de retrait de la PPL Sécurité globale et du SNMO.

Paris, le 3 décembre 2020

Rejoignez le syndicat.

Prenez contact : fo.journalistes@gmail.com